1248

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE

ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL

DIRECTION DE LA FAMILLE

Atelier de validation de la Stratégie Nationale pour l'Equité et
l'Egalité de Genre (SNEEG)

RAPPORT GENERAL

Dakar, 15 -16 avril 2005, Hôtel Indépendance

Introduction

Du 15 au 16 avril 2005 s'est tenue à l'hôtel Indépendance de Dakar, le forum national de validation de la stratégie nationale pour l'équité et l'égalité du genre. Ont participé à la réunion, tous les acteurs étatiques, de la société civile, des syndicats, des ONG et OCB ainsi que les partenaires au développement. (Cf liste jointe en annexe).

I. La Cérémonie officielle d'ouverture

C'est Mme Aida MBODJ, Ministre de la Femme, de la Famille et du Développement Social, qui a présidé la rencontre. Les allocutions suivantes ont été prononcées :

1. 1 La Représentante de l'UNICEF

Dans son allocution, Mme Aïda Diagne DIA, après avoir transmis les salutations et les félicitations de Monsieur Ian HOPWOOD, Représentant Résident de l'UNICEF à Dakar, a rappelé que les progrès visant à l'égalité et l'équité de genre doivent augurer de nouvelles perspectives de nature à favoriser l'évolution des mentalités et ainsi faciliter la réalisation de l'égalité professionnelle de même qu'une répartition équitable du travail entre l'homme et la femme.

Poursuivant son intervention, elle dira que pour arriver à l'égalité des chances, l'Etat doit donner plus à ceux qui ont moins afin de corriger les disparités de genre.

1.2 Le Représentant du FNUAP

Prononçant son discours, Monsieur Cheikh FALL a rappelé qu'avec l'élaboration de cette stratégie, le Gouvernement du Sénégal s'engage résolument dans une perspective de réalisation de l'égalité entre les hommes et les femmes dans un souci de développement durable.

Il a insisté sur la prise de mesures essentielles à un réel fonctionnement institutionnel et organisationnel du mécanisme national en charge du genre et de la promotion de la femme, à la création d'un environnement favorable à l'égalité et à l'équité de genre, au renforcement des capacités en genre et planification des différents acteurs ainsi que la mobilisation de ressources financières nécessaires à la mise en œuvre de la SNEEG.

1.3 Allocution de Mme le Ministre de la Femme , de la Famille et du Développement Social

Après avoir souhaité la bienvenue aux participants et les avoir remercié de leur présence, Mme le Ministre a rappelé dans son discours la méthodologie très participative et très dynamique qui a guidé l'élaboration de la SNEEG. En dépit des progrès réalisés avec l'exécution du 2^{ème} PANAF , des inégalités continuent d'exister entre les hommes et les femmes et sont encore perceptibles à travers les institutions et sphères de décision politique, sociale et économique et culturelle.

De ce point de vue, et selon Mme le Ministre, l' intégration du genre dans le développement, comme facteur premier du développement durable devient une priorité.

Elle a conclu en souhaitant que la réflexion et les échanges puissent permettre de terminer avec succès cet exercice de qualité.

II . LE DEROULEMEN DES TRAVAUX DE L'ATELIER

2.1 Présentation de l'agenda de l'atelier par Mme la Directrice de la Famille :

Le programme a été adopté après de légers réaménagements.

2.2 Présentation de l' analyse de la situation par Mme Astou Diop DIAGNE

Prenant la parole, Mme DIOP la consultante a fait une présentation articulée autour de quatre grands axes :

- Rappel du contexte d'élaboration de la stratégie ;
- Pourquoi une telle stratégie ;
- Quelle méthodologie ;
- Analyse de la situation par domaines

2.3 Présentation du cadre stratégique d'intervention

Elle est axée sur les éléments de prospective, les objectifs, les enjeux et la structure de financement de la stratégie.

2.3.1 La Vision:

La vision c'est de faire du Sénégal un pays émergent sans discrimination des hommes et des femmes et auront les mêmes chances de participer au développement et de jouir des bénéfices de sa croissance.

2.3.2 Objectifs de la SNEEG : il s'agira de :

- lutter contre l'inégalité des rapports entre les sexes à travers tous les domaines ;
- réduire les disparités et discriminations entre les hommes et les femmes quant à l'accès aux services ;
- soutenir la participation des femmes.

2.3.3 Les enjeux : il s'agit de

- la valorisation de la position sociale de la femme et renforcement de ses potentialités ;
- promotion économique des femmes en milieu urbain et rural ;
- promotion de l'exercice équitable des droits et devoirs des femmes et des hommes et renforcement de l'accès et de la position des femmes au niveau des sphères de décision ;
- amélioration de l'impact des interventions en faveur de l'égalité et de l'équité de genre.

2.3.4 Structure de financement de la SNEEG : propose une mobilisation de ressources auprès de l'Etat, des partenaires techniques et financiers, et des collectivités locales.

Le budget de la SNEEG est estimé à 30 Milliards de Francs CFA.

Présidente de séance : Mme Ndiaya NDOYE (M EF/C/ACTEPEC)

Rapporteurs : Mme Fatou Bintou THIOUNE (Société civile)

Mr Mamadou NDOYE (DF/MFFDS)

Le deuxième jour de l'atelier de Validation du 3ème cadre de référence pour l'égalité et l'équité de genre au Sénégal a débuté par :

Une présentation du programme de la journée par la présidente de séance Mme Ndiaya NDOYE :

Le programme s'est déroulé comme suit :

- Présentation du Schéma de mise en œuvre
- Observations
- Validation
- Rapport de la journée

III . PRESENTATION DU SHEMA DE MISE EN ŒUVRE

Il s'agit d'une partie très importante qui nécessite la mobilisation de toutes les compétences. Ce schéma de mise en œuvre n'est pas un programme national mais un cadre qui doit faciliter la mise en œuvre de la SNEEG.

Le schéma repose sur plusieurs principes .Toutes les parties prenantes doivent l'accepter comme cadre de référence pour la promotion de l'équité et l'égalité de genre

IL interpelle l'Etat en tant que facilitateur . L'interdépendance des orientations stratégiques exige une synergie des interventions en faveur de l'égalité et l'équité de genre.

La coordination revient au Mécanisme National Genre.

3.1 Clarification des rôles des acteurs:

3.1.1. Les acteurs impliqués dans la promotion de l'égalité et de l'équité de genre

- ***Le mécanisme national genre***

Le mécanisme national genre est la structure nationale en charge de la promotion de la femme et du genre. Il a pour mission de définir les orientations nécessaires pour la planification et la programmation des actions à mener dans le domaine de l'égalité et de l'équité de genre .

- ***Les ministères sectoriels***

Les ministères sectoriels sont les structures gouvernementales en charge des politiques et programmes relevant de leur secteur respectif. *Ils seront directement impliqués dans l'exécution de la SNEEG* à travers la prise en compte des objectifs de la stratégie dans leurs programmes.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la SNEEG, les points focaux travailleront en étroite collaboration avec le mécanisme national et autres parties prenantes. Il est également proposé que les points focaux soient membres des différentes structures de coordination, de concertation et de suivi qui seront mises en place au niveau national.

- ***La société civile***

Les ONG et associations ainsi que les réseaux travaillant dans le domaine Genre et Développement ont un rôle à jouer dans l'instauration d'un climat d'égalité entre les sexes dans les domaines social, culturel, économique et politique.

- ***Les Partenaires techniques et financiers***

Les institutions de coopération bilatérale et multilatérale sont des partenaires indispensables dans la mise en œuvre de la SNEEG.

A ce titre, le Réseau informel des bailleurs de fonds pour le genre, qui sera converti prochainement en un Groupe Thématique Genre, sera un cadre idéal de coordination et de concertation pour les Partenaires Techniques et Financiers.

- ***Les Parlementaires***

A travers leurs structures internes et réseaux, *ils seront des partenaires incontournables pour le plaidoyer* pour la promotion de l'égalité et de l'équité de genre et la mobilisation des ressources. Les femmes parlementaires en l'occurrence joueront un rôle déterminant au sein de l'Assemblée Nationale et auprès du gouvernement pour faire voter les textes et prendre les mesures appropriées qui garantiront aux femmes la place qui leur revient de droit dans la société.

- ***Les professionnels de la communication***

Les médias, les communicateurs traditionnels, les relais communautaires et les artistes seront également des partenaires privilégiés pour l'information et la sensibilisation des populations, mais aussi au niveau du plaidoyer auprès des autorités politiques et des leaders d'opinion pour un changement de comportement et la création d'un environnement favorable à la promotion

du genre. *Ils seront les principaux acteurs de la stratégie de communication* qui devra accompagner la mise en œuvre de la SNEEG.

- ***Les Collectivités locales (CL)***

Les Collectivités locales sont les institutions décentralisées, représentées par les Communes, les Conseils régionaux et les Conseils ruraux. Les Collectivités Locales *seront directement impliquées dans l'exécution de la SNEEG* à travers la prise en compte des objectifs de la stratégie dans leurs programmes d'intervention. A cet effet, les Agences de Développement Régionaux (ARD) en rapport avec services techniques déconcentrés aux niveaux local, départemental et régional auront un rôle déterminant à jouer dans la planification, la programmation et la budgétisation des actions de développement en vue de garantir la prise en compte du genre à tous les niveaux.

- ***Les groupes cibles bénéficiaires***

Les groupes cibles ne seront pas des bénéficiaires passifs, mais plutôt des acteurs-bénéficiaires. Ils s'investiront pleinement dans la définition de leurs besoins et priorités, dans la formulation des projets et programmes devant répondre à leurs préoccupations, ainsi que dans le financement et la mise en œuvre des actions à mener. Ils seront partis prenantes dans les activités de planification, de suivi et d'évaluation. A travers leurs différentes formes d'organisation, *ils seront des interlocuteurs incontournables pour la mise en œuvre de la SNEEG.*

3.2 Les organes d'orientation, de coordination et de suivi évaluation :

Un comité ministériel genre et développement présidé par le Premier Ministre dont le Mandat est d'examiner l'état d'avancement de la mise en œuvre du SNEEG.

Il se réunira une fois par an, sur la base du rapport de situation du genre au Sénégal qui sera présenté par le MNG.

Un Comité technique de suivi-évaluation

Placé sous la présidence du MNG, *le Comité technique de suivi-évaluation est l'organe de concertation et de coordination* dans les domaines de la promotion de la femme et de l'égalité de genre. Il sera composé des points focaux genre de tous les départements ministériels, des

représentants des organisations de la société civile, du Groupe Thématique Genre des bailleurs de fonds, du secteur privé et de quelques personnes ressources, partenaires dans le cadre de la mise en œuvre de la SNEEG.

Un organe de coordination technique

Le Mécanisme National Genre est l'organe pilote de la mise en œuvre de la SNEEG. Conformément à ses missions, il lui revient de planifier et de coordonner l'exécution de la SNEEG. Dans ce cadre, il aura essentiellement pour tâches de :

- Assurer la coordination des interventions dans le cadre de la mise en œuvre de la SNEEG ;
- Entretenir le dialogue avec les parties prenantes à la mise en œuvre de la SNEEG ;
- Soutenir la mobilisation des ressources pour le financement des programmes de la SNEEG ;
- Participer aux exercices de programmation de l'Etat et des partenaires techniques et financiers.
- Exploiter les rapports de suivi qui seront produits par la Cellule de Suivi du Programme de Lutte Contre la Pauvreté et des OMD du Ministère de l'Economie et des Finance ;
- Produire des rapports de suivi sur la mise en œuvre de la SNEEG et un rapport de situation annuel sur l'égalité et l'équité de genre au Sénégal ;
- Constituer une base de données sur la situation des femmes et des hommes et assurer sa mise à jour régulièrement ;
- Introduire auprès du gouvernement les propositions de mesures législatives et réglementaires relatives à l'égalité et à l'équité de genre ;
- Procéder en relation avec les partenaires à l'évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre de la SNEEG et à son évaluation finale.

Pour assurer la coordination des interventions avec efficacité, le MNG établira des protocoles de collaboration avec les différents intervenants.

De même au niveau du suivi et de l'évaluation, le MNG travaillera étroitement avec la Cellule de Suivi du Programme de Lutte contre la Pauvreté du Ministère de l'Economie et des Finances et les Cellules régionales de suivi du DSRP.

Pour capitaliser les résultats du suivi-évaluation, il est proposé au MNG de mettre en place un système d'information sur le genre dans chacun des domaines prioritaires d'intervention de la Stratégie.

Un organe de contrôle :

Il est prévu la mise en place d'un Observatoire des Droits de la Femme (ODF) afin de renforcer la protection des droits des femmes et des petites filles.

Le schéma institutionnel, ainsi défini, a plusieurs avantages (i) il établit une charte des responsabilités très claire sur ce qui est attendu de chaque partie prenante à la mise en œuvre de la SNEEG ; (ii) il favorise la collaboration et la synergie des intervenants et enfin, il contribue à consolider les capacités techniques du MNG en planification, suivi et évaluation conformément à ses missions. La représentation graphique de ce schéma est ci-dessous reproduite.

IV. DEBATS

Il est souligné dans les débats la nécessité de remplacer les points focaux par des cellules genres au niveau des ministères.

V. SCHEMA DE MISE EN ŒUVRE DE LA SNEEG

ORGANES	RESPONSABLES	MANDAT
COMITE MINISTERIEL GENRE ET DEVELOPPEMENT	PM	Mandat est d'examiner l'état d'avancement de la mise en œuvre du SNEEG.
COMITE TECHNIQUE DE S/E	MNG	Appuyer le MNG dans la mise en œuvre, Assurer une bonne communication entre les différents acteurs impliqués, Aider à la recherche et à la mobilisation de ressources financières internes et externes, Assister le MNG dans l'élaboration de documents au conseil interministériel,

		<p>Aider à la constitution de banques de données,</p> <p>Participer aux missions de S/E,</p> <p>Et veiller à l'application des directives.</p>
MECANISME NATIONAL GENRE		<p>Assurer la coordination,</p> <p>Entretenir le dialogue et soutenir,</p> <p>Participer aux exercices de programmation de l'Etat et des partenaires techniques et financiers</p> <p>Exploiter les rapports de suivi produits par la CSPLP et les OMD,</p> <p>Produire des rapports de suivi sur la mise en œuvre de la SNEEG,</p> <p>Constituer les bases de données sur la situation des femmes et des hommes et assurer la mise à jour régulièrement,</p> <p>Introduire auprès du Gouvernement les propositions de mesures législatives et réglementaires relatives à l'équité et à l'égalité du genre,</p> <p>Procéder en relation avec les partenaires à l'évaluation à mi-parcours et finale</p>

VI . LE DEBAT

Les débats ont permis d'avoir des échanges fructueux et des recommandations . Ainsi , il est suggéré au gouvernement à oser faire le saut qualitatif pour définir une bonne vision du genre.

Il faudra opérer les ruptures nécessaires si nous voulons aller vers l'égalité et l'équité et s'adresser à l'ensemble des institutions une fois la vision clairement définie.

Dans ce même sillage, il est proposé d'utiliser le genre dans sa définition originelle pour ne pas baisser les résultats escomptés. Ceci permettra de revoir l'approche utilisée essentiellement concentrée sur la femme et qui ne permet pas d'appréhender la globalité du problème.

Pour ce qui est des activités contenues dans la matrice, il faudra établir un ordre de priorité par rapport à l'agenda de développement socio économique du pays.

Le concept globalisant de Femme Famille est à harmoniser.

Il faudra éviter de traîner les goulots d'étranglement du passé et se concentrer d'avantage sur l'essentiel car le diagnostic élaboré ne permet pas de sentir les ruptures avancées par rapport aux mécanismes de mise en œuvre.

Prendre en compte les femmes handicapées qui sont absentes dans les stratégies ou lignes d'action du document.

Les interventions lors des débats ont mis l'accent sur les points suivants ;:

Revoir le montant global de financement sur les 10 ans (20 milliards semblent être légers) analyser les études antérieures et retenir les ciblage appropriés .

Corréler les indicateurs avec ce qui se passe dans les autres cadres de planification, établir les situations de référence de façon claire pour pouvoir apprécier les performances au terme de L'horizon.

Intégrer les systèmes financiers décentralisés, les banques et le MEF

Prendre en compte plutôt une conception de cycle de vie au lieu de la grossesse et de l'accouchement ; intégrer les différenciations depuis le bas âge

Sur le plan nutritionnel, les femmes sont lésées ; considérer la stratégie néonatale avec stratégie de la mortalité

La présentation répond mieux que le document des objectifs, enjeux, activités et lignes d'actions.

Présentation plus claire que document harmoniser le document.

Indicateurs et résultats : inclure les effets induits des activités et/ou des actions avant les impacts

IL faut vulgariser ce document une fois validé à la base..

Intégrer les ONG dans la définition de la vision pour l'équité et l'égalité de genre.

Le document. ne fait aucune référence à l'exploitation forestière. Il faut aussi ajouter le renforcement des capacités des filles et femmes par la vulgarisation des textes sur la décentralisation.

Proposer des lois pour protéger les victimes féminines du VIH/ SIDA ;

Revoir les indicateurs de situations qui semblent difficiles à mesurer lors l'application.